



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.515/2
du 6 juillet 2016

advies 59.515/2
van 6 juli 2016

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la banque de données
commune foreign terrorist
fighters et portant exécution de
certaines dispositions de la
section 1^{re} *bis* « de la gestion
des informations » du
chapitre IV de la loi sur la
fonction de police'

een ontwerp van koninklijk
besluit betreffende de
gemeenschappelijke
gegevensbank foreign terrorist
fighters en tot uitvoering van
sommige bepalingen van de
afdeling 1*bis* "het
informatiebeheer" van
hoofdstuk IV van de wet op het
politieambt'

Le 1^{er} juin 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 8 juillet 2016 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la banque de données commune foreign terrorist fighters et portant exécution de certaines dispositions de la section 1^{re}bis « de la gestion des informations » du chapitre IV de la loi sur la fonction de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 juillet 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 juillet 2016.

^(*) Par courriel du 6 juin 2016.

*

Op 1 juni 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 8 juli 2016 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank foreign terrorist fighters en tot uitvoering van sommige bepalingen van de afdeling 1bis "het informatiebeheer" van hoofdstuk IV van de wet op het politieambt'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 juli 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 juli 2016.

^(*) Bij e-mail van 6 juni 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 44/11/3^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' (ci-après la « loi sur la fonction de police »), inséré par la loi du 27 avril 2016, lequel constitue le fondement juridique de l'article 8, § 1^{er}, du projet, le Roi détermine les procédures internes de validation des données et informations concernées, après avoir recueilli l'avis visé à l'article 44/11/3^{bis}, § 3, de la même loi.

Conformément à l'article 44/11/3^{bis}, § 3, de cette loi, les ministres de l'Intérieur et de la Justice déclarent, préalablement à sa création, la banque de données commune, ainsi que les modalités de traitement, dont celles relatives à l'enregistrement des données, et les différentes catégories et types de données à caractère personnel et d'informations traitées, au Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité et à l'Organe de contrôle de l'information policière, qui émettent conjointement un avis dans les trente jours à partir de la réception de la déclaration.

Il ne ressort pas du dossier que cette formalité aurait été accomplie.

Il conviendra de veiller à son bon accomplissement.

2. S'agissant de dispositions qui touchent à la sécurité nationale, l'arrêté en projet est excepté de l'obligation de procéder à l'analyse d'impact préalable de la réglementation en vertu de l'article 8, § 2, 1°, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', le préambule de l'arrêté en projet sera complété par un alinéa mentionnant le motif pour lequel il n'a pas été procédé à une analyse d'impact de la réglementation.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 5°, dans la version française, il convient d'écrire « l'article 44/3, § 1^{er}/1 ».

Articles 2 et 6

1. Les personnes et le phénomène *Foreign Terrorist Fighters* sont définis par référence à l'article 6, 1^o, du projet. Cet article utilise la notion de « zone de conflit djihadiste », sans la définir. Le rapport au Roi ne contient aucune précision à cet égard.

Selon l'article 44/11/3bis, § 2, de la loi 'sur la fonction de police', inséré par la loi du 27 avril 2016,

« La création d'une banque de données commune est motivée par une des finalités suivantes :

1^o la nécessité stratégique, tactique ou opérationnelle de traiter en commun des données à caractère personnel et des informations pour exercer les missions respectives des autorités, organes, organismes, services, directions ou commission visées à l'article 44/2, § 2 ;

2^o l'aide à la prise de décisions par les autorités administratives, de police administrative ou de police judiciaire ».

Il convient de définir la notion de « zone de conflit djihadiste » afin de mieux respecter le prescrit de cette disposition.

2. L'article 44/11/3bis, § 2, de la loi 'sur la fonction de police' n'habilite pas le Roi à déterminer d'autres finalités que celles qui y sont visées.

Selon le rapport au Roi, l'article 2 du projet vise simplement à préciser la finalité concrète de la banque de données *Foreign Terrorist Fighters* (banque de données F.T.F.).

Mieux vaut dès lors soit omettre l'article 2 du projet et compléter le rapport au Roi sur ce point, soit insérer les mots « Conformément à l'article 44/11/3bis, § 2, de la loi du 5 août 1992, » dans l'article 2 du projet.

Article 7

1. En vertu de l'article 44/11/3ter, § 2, alinéa 2, le Roi détermine le type d'accès et ses modalités pour les organes, autorités, directions ou services visés à l'alinéa 1^{er}.

Cette habilitation concerne donc uniquement les « services partenaires » définis à l'article 1^{er}, 8^o, du projet. Les « services de base » définis à l'article 1^{er}, 7^o, du projet, c'est-à-dire l'organe et les services visés à l'article 44/11/3ter, § 1^{er}, de la loi 'sur la fonction de police', ont, en vertu de cette dernière disposition, directement accès aux données à caractère personnel et informations de la banque de données F.T.F.

Dans l'article 7, § 1^{er}, du projet, il convient donc d'omettre les mots « services de base et les ».

2.1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, énonce ce qui suit :

« Dans le cadre de leurs missions légales d'accompagnement judiciaire et de la surveillance d'auteurs d'infractions, l'Administration générale des Maisons de Justice de la Communauté Française, le département Maison de Justice du Ministère de la Communauté Germanophone, la Division des Maisons de Justice des services administratifs de l'Autorité flamande, domaine de la politique du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille et la Vlaams Agentschap Jongerenwelzijn ont directement accès aux données à caractère personnel et informations de la banque de données F.T.F. et doivent alimenter celle-ci conformément aux dispositions de l'article 44/11/3 *ter*, §§ 4 et 5 de la loi sur la fonction de police ».

2.2. Il ressort des règles répartitrices des compétences entre l'autorité fédérale et les entités fédérées qu'une autorité agissant dans l'exercice de ses compétences propres n'est pas habilitée à imposer de manière unilatérale des obligations à des autorités relevant d'autres niveaux de pouvoir.

2.3.1. L'article 44/11/3*ter*, § 4, de la loi 'sur la fonction de police', auquel l'article 7, § 1^{er}, alinéa 5, du projet entend procurer exécution, peut être interprété de deux manières.

2.3.2. Selon une première interprétation, il entend imposer à toutes les autorités ayant accès aux banques de données communes, y compris celles relevant des entités fédérées, l'obligation de transmettre d'office aux banques de données communes les données à caractère personnel et les informations visées à l'article 44/2, § 2, de la loi 'sur la fonction de police'.

Dans cette interprétation, la disposition en projet exécute une disposition légale qu'il n'appartient pas à la section de législation de critiquer dans le cadre de la présente demande d'avis.

2.3.3. Selon une seconde interprétation, l'article 44/11/3*ter*, § 4, de la loi n'a entendu imposer aux « directions, services, organes, organismes, autorités ou commission visés aux §§ 2 et 3 » une obligation de transmission d'office aux banques de données communes des données qu'il mentionne, que dans la mesure où ces directions, services, organes, organismes, autorités ou commission relèvent de l'autorité fédérale.

À suivre cette interprétation, la section de législation observe qu'à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 5, en projet, les mots « et doivent alimenter celle-ci conformément aux dispositions de l'article 44/11/3*ter*, §§ 4 et 5 de la loi sur la fonction de police » doivent être omis.

Article 8

Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, doit être complété par la mention de l'hypothèse où la donnée ou l'information est modifiée.

Article 11

Au paragraphe 2, alinéa 2, la question se pose de savoir s'il correspond bien à l'intention de l'auteur du projet que plusieurs cartes d'information soient établies par les services de base compétents.

Article 16

Comme le rappelle le commentaire de l'article,

« La banque de données F.T.F. est une banque de données commune qui est alimentée par plusieurs partenaires ; des règles de responsabilité en matière de protection des données sont dès lors nécessaires ».

Conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel', celle-ci s'applique à tout traitement de données à caractère personnel, à l'exception des articles 6 à 10, 12, 14, 15, 17, 17bis, alinéa 1^{er}, 18, 20 et 31, §§ 1^{er} à 3, de cette loi, qui ne s'appliquent pas aux traitements de données à caractère personnel gérés par les ministres de l'Intérieur et de la Justice et visés à l'article 44/2, § 2, de la loi 'sur le fonction de police' (article 3, § 4, de la loi du 8 décembre 1992).

En vertu de l'article 4, § 2, de la même loi, il incombe au responsable du traitement, à savoir les ministres de l'Intérieur et de la Justice (article 44/11/3bis, § 1^{er}, de la loi 'sur la fonction de police'), d'assurer le respect du paragraphe 1^{er}, selon lequel :

« Les données à caractère personnel doivent être :

1° traitées loyalement et licitement ;

2° collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires applicables. [...] ;

3° adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement ;

4° exactes et, si nécessaire, mises à jour ; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données inexactes ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement, soient effacées ou rectifiées ;

5° conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement. [...] ».

En l'espèce, « dans les faits, ce n'est pas le responsable du traitement qui gère au quotidien la banque de données dont il est responsable », comme le rappelle le rapport au Roi.

Ainsi, l'Organe pour la coordination de l'analyse de la menace (OCAM) désigné comme responsable opérationnel de la banque de données F.T.F. assure, outre les missions spécifiques du responsable opérationnel déterminées par l'article 4 du projet, au moins les

missions suivantes, et ceci en vertu de l'article 44/11/3bis, § 10, de la loi 'sur la fonction de police' :

- contrôler la qualité des données traitées au sein de la banque de données commune et s'assurer de leur pertinence au regard des finalités pour lesquelles la banque de données a été créée ;

- exercer une fonction de coordination pour l'alimentation de la banque de données commune par les différents services ;

- organiser la collaboration adéquate entre les services partenaires en vue de réaliser les finalités prévues ;

- veiller à ce que l'exploitation des données à caractère personnel et des informations réponde aux finalités décrites à l'article 44/11/3bis, § 2, de la loi.

Il suit de ce qui précède que, lorsqu'il fixe des règles de responsabilité en matière de protection des données en vertu de l'article 44/11/3bis, § 4, alinéa 2, et § 8, de la loi 'sur la fonction de police', l'auteur du projet doit tenir compte du fait que, en dérogation à l'article 4, § 2, de la loi du 8 décembre 1992, certaines des missions qui incombent au responsable du traitement ont été confiées par le législateur au responsable opérationnel de la banque de données commune.

Par conséquent, l'article 16, §§ 1^{er} et 3, du projet doit être revu.

Par ailleurs, il va de soi que les missions prévues par le paragraphe 3 ne portent pas préjudice aux exigences résultant de la loi du 8 décembre 1992, notamment de son article 4, § 2.

Article 17

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', les arrêtés « sont obligatoires dans tout le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai ».

Aussi, avant de prévoir que l'arrêté en projet s'appliquera immédiatement, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, convient-il de s'assurer qu'il existe des raisons impérieuses de déroger au délai minimal normalement accordé à ses destinataires pour en prendre connaissance et de s'y conformer.

Sauf s'il existe une telle raison justifiant la suppression du délai que le législateur a ainsi jugé normalement nécessaire – auquel cas il faudrait l'expliquer dans le rapport au Roi –, l'article 17 du projet doit donc être omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 44/11/3ter, § 4, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’ (hierna de “wet op het politieambt” genoemd), ingevoegd bij de wet van 27 april 2016, welke bepaling de rechtsgrond vormt van artikel 8, § 1, van het ontwerp, bepaalt de Koning, na het advies bedoeld in artikel 44/11/3bis, § 3, van dezelfde wet te hebben ontvangen, de interne procedures voor de validatie van gegevens en informatie waarvan sprake is.

Overeenkomstig artikel 44/11/3bis, § 3, van die wet dienen de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie vóór de oprichting van de gemeenschappelijke gegevensbank, van die gegevensbank alsook van de verwerkingsmodaliteiten, waaronder deze met betrekking tot de registratie van de gegevens en van de verschillende categorieën en types van persoonsgegevens en informatie die verwerkt worden, aangifte te doen bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en bij het Controleorgaan op de politionele informatie, die daarover gezamenlijk een advies uitbrengen binnen de 30 dagen vanaf de ontvangst van de aangifte.

Uit het dossier blijkt niet dat dit vormvereiste vervuld zou zijn.

Er behoort op toegezien te worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

2. Aangezien het ontworpen besluit bestaat uit bepalingen die de nationale veiligheid aanbelangen, geldt daarvoor, krachtens artikel 8, § 2, 1°, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, een uitzondering op de verplichting om een voorafgaande regelgevingsimpactanalyse uit te voeren.

Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet in de aanhef van het ontworpen besluit een lid worden toegevoegd waarin de reden wordt opgegeven waarom geen regelgevingsimpactanalyse is uitgevoerd.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst van de bepaling onder 5° dient te worden geschreven “l'article 44/3, § 1^{er}/1”.

Artikelen 2 en 6

1. De *Foreign Terrorist Fighters*, als personen en als fenomeen, worden gedefinieerd door te verwijzen naar artikel 6, 1°, van het ontwerp. In dat artikel wordt het begrip “jihadistische conflictzone” gehanteerd waarvan evenwel geen definitie wordt gegeven. Het verslag aan de Koning bevat evenmin enige precisering in dat verband.

Artikel 44/11/3bis, § 2, van de wet ‘op het politieambt’, ingevoegd bij de wet van 27 april 2016, luidt in dit verband als volgt:

“De oprichting van een gemeenschappelijke gegevensbank wordt gemotiveerd door een van de volgende doeleinden:

1° de strategische, tactische of operationele noodzaak om gezamenlijk persoonsgegevens en informatie te verwerken voor het uitoefenen van de respectievelijke bevoegdheden van de overheden, organen, organismen, diensten, directies of de commissie bedoeld in artikel 44/2, § 2;

2° de hulp bij het nemen van beslissingen door de bestuurlijke overheden of de overheden van bestuurlijke politie of van gerechtelijke politie.”

Van het begrip “jihadistische conflictzone” dient een definitie te worden gegeven met het oog op een betere naleving van hetgeen in die bepaling voorgeschreven wordt.

2. Bij artikel 44/11/3bis, § 2, van de wet ‘op het politieambt’ wordt de Koning niet gemachtigd om andere doeleinden te bepalen dan die welke daarin worden vermeld.

Volgens het verslag aan de Koning strekt artikel 2 van het ontwerp er louter toe de concrete doelstelling te bepalen van de gegevensbank *Foreign Terrorist Fighters* (gegevensbank F.T.F.).

Het zou dan ook beter zijn om hetzij artikel 2 van het ontwerp te laten vervallen en het verslag aan de Koning op dit punt aan te vullen, hetzij de woorden “Overeenkomstig artikel 44/11/3bis, § 2, van de wet van 5 augustus 1992,” in te voegen in artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 7

1. Krachtens artikel 44/11/3ter, § 2, tweede lid, bepaalt de Koning het type toegang en de nadere regels ervan voor de organen, overheden, directies of diensten bedoeld in het eerste lid van diezelfde paragraaf.

Die machtiging geldt dus alleen voor de “partnerdiensten”, zoals die gedefinieerd worden in artikel 1, 8°, van het ontwerp. De “basisdiensten”, gedefinieerd in artikel 1, 7°, van het ontwerp, dat wil zeggen het orgaan en de diensten bedoeld in artikel 44/11/3ter, § 1, van de wet ‘op het politieambt’, hebben krachtens laatstgenoemde bepaling rechtstreeks toegang tot de persoonsgegevens en informatie van de gegevensbank F.T.F.

In artikel 7, § 1, van het ontwerp dienen de woorden “basisdiensten en de” dan ook te worden geschrapt.

2.1. Paragraaf 1, vijfde lid, luidt als volgt:

“In het kader van hun wettelijke opdrachten van justitiële begeleiding van en toezicht op daders van misdrijven, beschikken de Algemene Administratie van Justitiehuisen van de Franse Gemeenschap, het departement Justitiehuis van het Ministerie van de Duitstalige gemeenschap, de Afdeling Justitiehuisen van de Administratieve diensten van de Vlaamse overheid, Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en het Vlaams Agentschap Jongerenwelzijn over een rechtstreekse toegang tot de persoonsgegevens en de informatie van de gegevensbank F.T.F. en moeten ze deze voeden overeenkomstig de bepalingen van artikel 44/11/3ter, §§ 4 en 5 van de wet op het politieambt.”

2.2. Uit de regels betreffende de verdeling van de bevoegdheden over de federale overheden en de deeltentiteiten volgt dat een overheid die handelt binnen de uitoefening van haar eigen bevoegdheden niet gemachtigd is om op eenzijdige wijze verplichtingen op te leggen aan instanties die onder andere bevoegdheidsniveaus ressorteren.

2.3.1. Artikel 44/11/3ter, § 4, van de wet ‘op het politieambt’, waaraan uitvoering wordt gegeven bij artikel 7, § 1, vijfde lid, van het ontwerp, kan op twee manieren geïnterpreteerd worden.

2.3.2. Volgens een eerste interpretatie strekt die bepaling ertoe aan alle instanties die toegang hebben tot de gemeenschappelijke gegevensbanken, met inbegrip van die welke onder een van de deeltentiteiten ressorteren, de verplichting op te leggen om de in artikel 44/2, § 2, van de wet ‘op het politieambt’ bedoelde persoonsgegevens en informatie ambtshalve aan de gemeenschappelijke gegevensbanken toe te zenden.

Volgens deze interpretatie, wordt bij de ontworpen bepaling een wettelijke bepaling uitgevoerd die de afdeling Wetgeving in het kader van deze adviesaanvraag niet mag bekritisieren.

2.3.3. Volgens een tweede interpretatie is het alleen de bedoeling geweest om bij artikel 44/11/3ter, § 4, van de wet aan “de directies, diensten, organen, organismen, overheden of commissie bedoeld in §§ 2 en 3” een verplichting op te leggen tot het ambtshalve toezenden aan

de gemeenschappelijke gegevensbanken van de in die bepaling vermelde gegevens voor zover die directies, diensten, organen, organismen, overheden of commissie onder de federale overheid ressorteren.

Indien deze interpretatie gevolgd dient te worden, merkt de afdeling Wetgeving op dat in het ontworpen artikel 7, § 1, vijfde lid, de woorden “en moeten ze deze voeden overeenkomstig de bepalingen van artikel 44/11/3^{ter}, §§ 4 en 5 van de wet op het politieambt” geschrapt moeten worden.

Artikel 8

Paragraaf 2, eerste lid, dient te worden aangevuld met de vermelding van het geval waarin het gegeven of de informatie gewijzigd is.

Artikel 11

In verband met paragraaf 2, tweede lid, rijst de vraag of het wel de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat de bevoegde basisdiensten meer dan een informatiekaart opmaken.

Artikel 16

Zoals opgemerkt wordt in de commentaar bij het artikel,

“[is de] gegevensbank F.T.F. (...) een gemeenschappelijke gegevensbank die door verschillende partners gevoed wordt; daarom zijn er regels inzake de verantwoordelijkheid voor de gegevensbescherming noodzakelijk.”

Overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’ valt elke verwerking van persoonsgegevens onder de toepassing van die wet, met uitzondering van de artikelen 6 tot 10, 12, 14, 15, 17, 17^{bis}, eerste lid, 18, 20 en 31, §§ 1 tot 3, van die wet, welke niet van toepassing zijn op de verwerkingen van persoonsgegevens door de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en bedoeld in artikel 44/2, § 2, van de wet ‘op het politieambt’ (artikel 3, § 4, van de wet van 8 december 1992).

Krachtens artikel 4, § 2, van dezelfde wet rust op de verantwoordelijke voor de verwerking, namelijk op de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie (artikel 44/11/3^{bis}, § 1, van de wet ‘op het politieambt’) de plicht om zorg te dragen voor de naleving van het bepaalde in § 1, dat als volgt luidt:

“Persoonsgegevens dienen:

1° eerlijk en rechtmatig te worden verwerkt;

2° voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden te worden verkregen en niet verder te worden verwerkt op een wijze die, rekening houdend met alle

relevante factoren, met name met de redelijke verwachtingen van de betrokkene en met de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen, onverenigbaar is met die doeleinden. (...);

3° toereikend, terzake dienend en niet overmatig te zijn, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of waarvoor zij verder worden verwerkt;

4° nauwkeurig te zijn en, zo nodig, te worden bijgewerkt; alle redelijke maatregelen dienen te worden getroffen om de gegevens die, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of waarvoor zij verder worden verwerkt, onnauwkeurig of onvolledig zijn, uit te wissen of te verbeteren;

5° in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, niet langer te worden bewaard dan voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of verder worden verwerkt, noodzakelijk is. (...)."

In casu is "het in de feiten niet de verantwoordelijke voor de verwerking (...) die de gegevensbank waarvan hij verantwoordelijk is, dagelijks beheert", zoals in het verslag aan de Koning wordt opgemerkt.

Zo verzekert het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD), dat aangewezen wordt als operationeel verantwoordelijke van de gegevensbank F.T.F., bovenop de specifieke opdrachten van de operationeel verantwoordelijke bepaald in artikel 4 van het ontwerp minstens de volgende opdrachten krachtens artikel 44/11/3bis, § 10, van de wet 'op het politieambt':

- het controleren van de kwaliteit van de in de gemeenschappelijke gegevensbank verwerkte gegevens en zich verzekeren van de relevantie ervan in verhouding tot de doeleinden waarvoor de gegevensbank opgericht werd;

- een coördinatiefunctie uitoefenen voor de voeding van de gemeenschappelijke gegevensbank door de verschillende diensten;

- het organiseren van de passende samenwerking tussen de partnerdiensten met het oog op de verwezenlijking van de voorziene doeleinden;

- er op toe zien dat de exploitatie van de persoonsgegevens en de informatie beantwoordt aan de doeleinden beschreven in artikel 44/11/3bis, § 2, van de wet.

Uit hetgeen voorafgaat, volgt dat de steller van het ontwerp, wanneer hij krachtens artikel 44/11/3bis, § 4, tweede lid, en § 8, van de wet 'op het politieambt' de regels op het gebied van de verantwoordelijkheden op het vlak van de bescherming van de gegevens bepaalt, rekening dient te houden met het feit dat, in afwijking van artikel 4, § 2, van wet van 8 december 1992, bepaalde opdrachten die normaliter aan de verantwoordelijke voor de verwerking toekomen, door de wetgever toevertrouwd zijn aan de operationeel verantwoordelijke van de gemeenschappelijke gegevensbank.

Bijgevolg dient artikel 16, §§ 1 en 3, van ontwerp herzien te worden.

Overigens spreekt het vanzelf dat de opdrachten bepaald in paragraaf 3 niets afdoen aan de vereisten die voortvloeien uit de wet van 8 december 1992, inzonderheid uit artikel 4, § 2, van die wet.

Artikel 17

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, bepaalt het volgende: “(...) besluiten zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.”

Alvorens te bepalen dat het ontworpen besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, moet men zich er bijgevolg van vergewissen dat er dwingende redenen bestaan om af te wijken van de wettelijke minimumtermijn die normaliter geboden wordt aan de adressaten ervan om daarvan kennis te nemen en om zich daarnaar te gedragen.

Tenzij een zodanige reden voorhanden is die wettigt dat wordt afgezien van de termijn die de wetgever aldus normalerwijs nodig acht, in welk geval dat in het verslag aan de Koning uitgelegd zou moeten worden, moet artikel 17 van het ontwerp dus worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre VANDERNOOT